

III. — L'IGNORANCE DU MONDE ENTIER SUR LA SITUATION INTERIEURE DU JAPON.

Les événements qui se sont déroulés au Japon le 15 mai 1932 et le 26 février 1936, ont été l'objet de maintes controverses, tant à l'étranger qu'au pays même. Il est vrai qu'on ne peut les approuver tous. Mais on aurait tort de ne pas chercher à comprendre l'esprit national qui est à la base de ces événements.

Cet esprit ressemble beaucoup à celui qui inspira la Magna Charta anglaise. On le retrouve encore, non seulement dans les principes de la Restauration de Meiji au Japon, mais encore dans ceux qui furent à la base de l'Indépendance des Etats-Unis, et quelques années plus tard, de la Révolution française.

Au point de vue économique, c'est exactement vers la réforme du système capitaliste que s'oriente cet esprit.

Après la période de grande prospérité qui suivit presque immédiatement la fin de la guerre de 1914 à 1918, tous les pays, anciens belligérants ou non, se sont vus aux prises avec une crise terrible. Non seulement le Japon ne put y échapper, mais au contraire, la crise y sévit beaucoup plus sévèrement qu'ailleurs. On peut dire qu'elle y fut d'autant plus violente que pendant les années de guerre, le Japon avait connu une prospérité extraordinaire.

D'autre part, le chiffre de la population japonaise augmentait constamment. Les jeunes gens sortant des universités ou des écoles spéciales, se voyaient dans l'impossibilité de trouver un emploi. Un problème douloureux : le chômage, faisait son apparition. Dans les banques, dans les sociétés, dans les administrations, les employés méritants se voyaient obligés de rester toujours à la même place, sans espoir de monter en grade. Les villages, relativement peuplés, étaient dans une détresse de plus en plus profonde.

Le contre-coup du grand tremblement de terre de 1923 à Tokio, se fit sentir très longtemps. Enfin, par suite de la réorganisation administrative, il y eut parmi les fonctionnaires, un grand nombre de chômeurs. Il en fut de même parmi les militaires, en raison de la limitation des armements. Ces derniers faits, bien qu'on n'y ait guère porté d'attention, donnaient naissance à un problème social très grave. Bref, il est indéniable qu'une partie du peuple japonais était irrité, et mécontent de la situation intérieure du pays.

Vers la fin de la Conférence de Washington, les idées libérales ou démocratiques, étaient devenues pour ainsi dire à la mode. En effet, la guerre de 1914 à 1918 s'était terminée par la victoire des Puissances alliées, qui représentaient, disait-on, l'esprit démocratique. Cet esprit ne fut pas très bien compris par les Japonais. D'autre part, bien que la propagande soviétique fut interdite au Japon — tout au moins dans le texte du traité relatif à la reprise des relations diplomatiques avec l'U. R. S. S. — les idées marxistes ou léninistes, avaient fini par pénétrer et par imprégner une partie du peuple japonais. C'est ainsi que le Japon était sur le point de tomber dans une dangereuse confusion idéologique.

De plus, vers la fin de la même conférence, le système de la politique des partis, (c'est-à-dire la politique parlementaire) fut renforcé. Mais hélas, on s'aperçut bientôt que les députés ne représentaient nullement la pensée du peuple, n'agissaient que dans l'intérêt de leur parti, et que ces partis dégénéraient en organes de combat, dans le seul but d'arriver au pouvoir. Les accusations qui s'accumulaient contre les partis, portaient avant tout sur le fait qu'ils ne songeaient ni aux intérêts du pays, ni au bonheur du peuple. Les fonctionnaires des administrations étaient dominés par les partis, de sorte que leurs nominations et leurs destitutions en dépendaient. Par conséquent, ils étaient accusés de ne pas oser réaliser les projets qu'ils jugeaient utiles pour le bien du pays, de rester indifférents, orgueilleux, bureaucratiques.

Tandis qu'à l'intérieur, le Japon se trouvait dans cette situation politique, économique et idéologique, il se heurtait à l'extérieur à la politique de la « porte fermée », tant pour l'émigration de sa population, que pour l'exportation de ses marchandises. Dans ces conditions, n'est-il pas naturel que l'esprit national japonais se soit vu contraint de faire un bond?

Depuis son origine, le Japon n'a jamais manifesté d'antagonisme contre les hiérarchies. Un dicton très répandu au Japon, explique ce fait : « Un Empereur et la Nation ». En effet, la Famille Impériale est la Mère de la

Nation, et celle-ci est l'enfant de l'Empereur. Depuis sa fondation, le Japon a toujours vécu comme une seule famille. Compléter la vie des membres de la grande Famille japonaise, en se sacrifiant pour le bonheur et l'intérêt de celle-ci, c'est ce que les Japonais appellent pratiquer l'amour et la vertu.

Si cet esprit redevenait général, la classe dite capitaliste, qui a importé la civilisation moderne, et qui en vit, devrait agir avec un plus grand amour. Le Japon n'en reconnaît pas moins les mérites du capitalisme auquel il doit sa culture et sa puissance moderne. Mais, il se demande si le capitalisme, de par sa nature, n'a pas besoin d'être égoïste? S'il en est ainsi, il est naturel qu'au Japon, le capitalisme européen ne puisse rester tel qu'il est, car l'esprit familial national exclut les principes de l'égoïsme. S'il n'y a pas assez de richesses dans le pays, et si la majorité du peuple en souffre, toute la nation doit partager cette souffrance. Si les entreprises particulières japonaises deviennent difficiles, l'Etat doit les soutenir ou les gérer. Le mouvement en vue de relever le nipponisme, partage ces idées. Ce mouvement, dirigé tant contre le libéralisme que contre le marxisme, s'intéresse surtout aux problèmes de la réforme du capitalisme et de l'Etat. En Europe, ces tendances idéologiques apparaissent comme un socialisme oriental, mais en réalité ces tendances sont l'expression même de l'esprit national, propre au Japon.

L'exemple de l'armée japonaise fera mieux comprendre cet esprit si particulier. Certes, dans l'armée japonaise, comme dans toutes les armées, il existe une hiérarchie destinée à maintenir l'ordre et la discipline. Mais officiers et soldats sont réellement unis les uns aux autres par l'affection et la vertu. Tous s'entretiennent en temps de guerre dans l'esprit du sacrifice de soi-même, pour l'Empereur et pour la Patrie. Officiers et soldats considèrent les ordres de leurs supérieurs comme émanant directement de la bouche de l'Empereur. Cette attitude dérive directement de l'esprit national. Sans doute possible, l'armée est l'élément de la nation le plus imbu de l'esprit japonais.

A l'occasion de la conscription annuelle, l'armée examine les idées, le degré d'instruction, les dispositions professionnelles et la force physique des jeunes gens de tous les milieux sociaux. Elle peut ainsi observer judicieusement la réalité de la vie interne du pays. Les soldats sont évidemment, en grande majorité, les fils de paysans. Les jeunes officiers qui les dirigent et les instruisent, ont pour mission de vivre jour et nuit avec eux, et de connaître le plus de détails possibles, sur eux-mêmes, sur leur famille, et sur les condi-

tions dans lesquelles ils ont été élevés. Ainsi, ces jeunes officiers sont plus au courant que n'importe qui, des problèmes sociaux et agraires du pays. En outre, ils lisent beaucoup de livres politiques et économiques, car ils ont le souci d'être informés sur la situation réelle de l'Empire, et d'avoir leurs propres opinions. En vérité, ils peuvent étudier la situation du pays, aussi bien que les intellectuels proprement dits. Par conséquent on peut facilement comprendre qu'ils ne peuvent s'empêcher de devenir actifs par esprit national, d'autant plus qu'ils sont jeunes. Un certain nombre d'entre eux ont fait partie de la garnison de la zone du Chemin de fer sud-mandchourien, ou ont résidé en Chine du Nord. C'est ainsi qu'ils connaissent très bien, par expérience, la manière dont la Chine a poursuivi sa politique anti-japonaise.

Nous avons dit précédemment qu'il n'existe point d'opposition d'hierarchies au Japon. Quelques exemples suffisent à démontrer cette affirmation. Aux universités, aux écoles spéciales, aux écoles militaires et aux écoles navales, la plupart des étudiants appartiennent à des familles peu fortunées. Cette situation s'explique aisément, car lorsqu'un enfant pauvre est très studieux et semble avoir de l'avenir, une famille riche assume les frais de ses études. D'autre part, il n'est point rare que des personnes de la haute société accordent la main de leurs filles à des jeunes gens sans fortune, mais très capables. C'est de cette façon que le Japon poursuit son évolution sociale. N'est-ce pas poursuivre l'idéal démocratique, que de tirer de l'ombre des hommes capables, et de les placer au premier rang sur la scène de la vie sociale?

Cependant, depuis quelque temps, cet idéal diminuait au Japon par suite du développement du capitalisme. Ainsi, dans les usines, beaucoup d'ingénieurs, soi-disant intellectuels, ayant appris les procédés de fabrication du capitalisme occidental, les mettent en pratique, sans les examiner et sans les étudier d'une façon approfondie. Par contre, certains ouvriers se sont révélés capables de faire, par intuition, d'utiles inventions. Dans pareils cas, il est souvent difficile pour un capitaliste, dont le but est uniquement de gagner de l'argent, de réaliser cette invention, de la développer et d'en faire profiter autrui. De là, l'argument : « l'Etat doit établir des bureaux d'études et des laboratoires ».

Au Japon, où les conditions matérielles diffèrent considérablement de celles de l'Europe, n'aurait-on pas tort de copier les procédés de fabrication européens, sans les étudier, sans rien y changer? Imiter l'Europe à tous propos, acheter des brevets à l'étranger pour monopoliser la vente

des marchandises étrangères au Japon et pour se procurer de gros bénéfices, tout cela n'est pas désirable, car les procédés de fabrication doivent évidemment être adaptés à la situation du milieu où ils sont utilisés.

A ce point de vue, le Japon ne disposait jusqu'à présent, pas de moyens d'action autres que ceux dont il s'est servi. Après des siècles d'isolement, il lui a fallu apprendre rapidement beaucoup de choses, pour se créer une civilisation moderne. Aujourd'hui, le Japon se sent suffisamment instruit, et déjà, son industrie légère est très prospère. Dès qu'il sera devenu un pays d'industrie lourde, sans dépendre des techniciens européens, il pourra se considérer comme la « Puissance stabilisatrice de l'Orient ».

Les Japonais doivent donc considérer la civilisation européenne objectivement, mais à la façon strictement japonaise. Il est nécessaire qu'ils se forgent eux-mêmes leur nouvelle civilisation, en complétant la culture occidentale, par des éléments japonais ou orientaux. C'est ainsi que le capitalisme, qui, au Japon, est actuellement identique au capitalisme européen, a certainement besoin de subir une évolution pour s'adapter à l'esprit national japonais. D'ailleurs, puisque les puissances étrangères s'isolent et tendent à former un bloc économique, le Japon se voit forcé de répondre à cette action par la constitution du bloc d'Extrême-Orient, s'il ne veut pas faillir à sa mission civilisatrice.

Les étrangers sont pour la plupart enclins à croire, qu'au Japon, l'armée mène tout par la force. Malgré les apparences, cette observation est inexacte et c'est ici que nous retrouvons l'esprit même du Japon. En effet, il est tout naturel que l'armée agisse en plein accord avec cette force spirituelle qui émane de la Nation. Le monde entier n'a rien à craindre à ce propos, car au fond de ce courant spirituel, se trouve un grand idéal qui ne vise qu'à la paix et à la coordination des efforts mondiaux présents et à venir.

On aurait tort de considérer le Japon comme anti-démocratique. Il est vrai qu'à présent, les partis politiques semblent avoir perdu de leur puissance, bien que le Parlement continue à subsister. Mais la vraie question est de savoir si c'est l'esprit ou bien la forme, qui doit être respecté dans une démocratie. Pour le Japon, la forme importe peu. Ce qui l'intéresse davantage, c'est que le peuple possède la liberté proprement dite, à l'exclusion évidemment de la licence; c'est que la volonté générale soit à la fois comprise et réalisée; c'est qu'il soit en mesure de se développer d'une façon satisfaisante. Tel est l'idéal essentiel de l'éducation tant au Japon que dans tout l'Orient.

Le souci principal de la politique doit être de toujours tenir compte des aspirations du peuple. Si, malgré le régime parlementaire, les députés ne représentent pas fidèlement la volonté nationale, ils ne sont plus que les pantins d'un homme ou d'une classe.

L'idéal des Japonais se confond justement avec le but que la démocratie européenne s'est assignée comme idéal. On pourrait appeler l'idéal japonais, la démocratie orientale. Mais cette démocratie ne doit être confondue ni avec le communisme, qui annihile la liberté des individus, ni avec la politique despotique du gouvernement du Kouomintang. D'ailleurs, les Japonais ne reconnaissent pas la liberté basée sur l'antagonisme, comme étant la vraie liberté, car il faut distinguer la liberté de l'égoïsme.

Nous pensons que la base essentielle de la paix consiste dans cette liberté sans antagonisme. Cette liberté doit permettre à chaque individu un développement qui le rende apte à être utile à la collectivité. C'est là une vérité qui s'applique à une société, à une nation et à l'humanité entière.